

Crise financière et simplicité volontaire

Conférence de CLAUDE BÉLAND devant les membres et sympathisants du Groupe de simplicité volontaire de Québec

24 novembre 2009, Québec



Avocat de formation, Claude Béland a présidé le Mouvement des caisses Desjardins de 1987 à 2000. Aujourd'hui, entre autres engagements, il exerce à l'UQAM les fonctions de professeur associé à l'École des sciences de la gestion et de président du Groupe Interdisciplinaire de Recherche en Éthique Financière. Il est aussi président du Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec et de la chaire en Responsabilité sociale et en Développement durable. Conférencier de renom, il est l'auteur de plusieurs livres dont le dernier : Plaidoyer pour une économie solidaire, paru en mars 2009, est en lien avec sa conférence.

(Notes de conférence que Claude Béland a gracieusement accepté de remettre au GSVQ)

- Je ne vous annoncerai rien de nouveau en vous disant que nous vivons actuellement une crise financière sérieuse. Nous avons vécu une forte période de turbulence non seulement sur les marchés des valeurs boursières – mais aussi sur le plan des activités économiques avec comme conséquences une augmentation du chômage, la fermeture d'usines, la diminution de la valeur des patrimoines individuels, des écarts croissants entre les riches et les autres, une nouvelle augmentation de la pauvreté. Un basculement du monde qui soulève de nombreuses questions et de nombreux débats. Les chefs d'État s'en mêlent : du G-7, on passe au G-8 et maintenant au G-20 !
- D'un côté, on explique cette crise par des événements récents, soit la crise immobilière aux États-Unis causée par un emballement des prêteurs, la titrisation de ces créances avant de les écouler sur les marchés (les PCAA, les papiers commerciaux adossés à des actifs – des actifs qui se sont avérés de mauvaise qualité) avec les conséquences que l'on connaît.
- Selon certains ce sont ces événements récents qui seraient la cause de la présente crise. Ceux-là prétendent même que la crise est terminée et qu'il aura suffi d'une aide massive de la part des gouvernements et de quelques adaptations aux réglementations actuelles pour que l'économie soit remise en marche, tout en reconnaissant que des crises, il y en a toujours eues, il qu'il y en aura d'autres. À leur avis, le système actuel est encore le meilleur et ces crises occasionnelles sont le prix à payer pour le dynamisme de ce nouveau libéralisme libéralisé et globalisé.

- D'autres (et la littérature est abondante à ce sujet) ne se satisfont pas de cette explication ni de la solution proposée. Au contraire. Ils croient plutôt que la crise n'est pas le résultat d'un événement ponctuel ni d'un accident de parcours. Ils pensent que le système actuel s'est tellement emballé qu'il contredit ses propres objectifs – celui de créer une société plus égalitaire – et que c'est l'exacerbation du système économique dominant qui est en cause.
- Et ils fondent leur opinion sur le fait que depuis le début des années 1970, le système produit des crises économiques et financières d'une façon régulière : 1973 (crise pétrolière), 1981, 1987, 1991, 1996, 2001, 2008 ! (Si les tendances se maintiennent, et si on maintient le statu quo, on pourrait prévoir une prochaine crise en 2015)
- Ils savent que des crises, il y en a toujours eues, mais que depuis les premiers souffles de la globalisation, ces crises ont désormais des effets planétaires. (On dit toujours que la mondialisation a rendu les pays interdépendants – c'est vrai, aussi, lorsque des crises se produisent.)
- Et les militants de ce deuxième camp plaident en faveur d'une action immédiate étant donné que les promesses d'un monde meilleur faites par les promoteurs de la globalisation économique libéralisée, - soit la promesse d'un monde plus égalitaire, plus pacifique, plus juste – tardent à se manifester !
 - Plus grande perméabilité des frontières : circulation des personnes; circulation des biens et des capitaux; partage équitable de la richesse – égalité des droits et des chances – démocratie substantielle et non seulement formelle, etc.
 - La réalité est contraire : oui, le PIB (Produit intérieur brut) augmente mais le BIB (Bonheur intérieur brut) est en baisse.
 - On note un recul dans le partage de la richesse, dans le projet d'une société plus égalitaire, et dans le développement d'une démocratie substantielle.
 - Pire, l'environnement dans lequel l'humanité vit est en crise. Face à une surconsommation nécessaire à l'activation du système économique dominant, la planète demande grâce ! La planète est en danger...

- Personnellement, vous l'aurez deviné, je suis plutôt du deuxième camp. J'ai fait carrière dans le monde des coopératives. J'ai vécu l'apparition des nouvelles technologies de production, de communication et de transport. Des technologies qui ont rapproché les continents, les peuples et surtout les marchés. J'ai subi les effets de la globalisation, comme tout le monde.

- Mais, parce que justement j'ai oeuvré dans le monde du coopératisme, j'ai surtout assisté à l'évolution des valeurs individuelles – l'évolution des changements de comportements des gens – et de leur façon de concevoir « le vivre ensemble ». Des changements si profonds que dans les coopératives – particulièrement les coopératives qui comptent des milliers de membres - ces changements de valeurs chez les individus ont fait apparaître des défis de taille– et ont même contraint les coopératives à abandonner certaines de leurs valeurs et à s'adapter aux nouvelles valeurs des individus. (Exemple...)
- Personnellement, ces changements de valeurs de société m'ont beaucoup interrogé et intéressé. Je cherchais à comprendre... (Il est difficile de développer des *coopératives sans...coopérateurs!*)
- Or, à y regarder de plus près, on constate que l'être humain, qui se définit comme étant un animal raisonnable, (*un mammifère de l'ordre des primates*) est influencé par ses instincts et qui est aussi doué d'une intelligence, ce qui lui permet de raisonner, de communiquer par un langage articulé, de porter des jugements. Mais, un être qui ne naît pas raisonnable. Il le devient par l'éducation.
- Or, cet être humain évolue depuis des siècles sous l'influence de deux courants principaux, soit le courant primaire où prévalent, comme chez la plupart des animaux, *l'instinct de domination, l'instinct de possession, d'exploitation des plus faibles et, même parfois, si nécessaire à sa satisfaction, l'acquisition par la ruse et même parfois par la force des biens appartenant aux autres.* (C'est le courant qui a dominé, par exemple, la période de l'Antiquité alors que de petites minorités (le Roi et sa Cour, les empereurs, les seigneurs, etc.) dominent la majorité, exploitent les plus faibles et pillent les richesses des autres...pour leur propre profit. C'est vraiment le courant primaire.

Ou, un deuxième courant, le courant civilisateur¹ où prévalent, grâce au raisonnement et au besoin de vivre avec les autres, *l'esprit de coopération et d'équité, lequel émane des aspirations humaines les plus profondes de liberté, d'égalité et de solidarité.*

Le courant primaire a dominé pendant des siècles. Ce n'est qu'à la fin de la période dite de l'Antiquité que des philosophes grecs ont énoncé l'idée de la démocratie (Socrate, Platon) – une démocratie réservée aux bourgeois – mais ça n'a pas duré.

¹ Jacques B.Gélinas, revue Possibles.

Il aura fallu des siècles de régimes influencés par le courant primaire (la grande période de la féodalité, soit cette période au cours de laquelle la minorité des riches est servie par la majorité des pauvres) avant que des révolutions populaires institutionnalisent la démocratie et ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, au XVIIIe siècle. Pour la première fois, on institutionnalise le courant civilisateur, sans renier pour autant le courant primaire puisque, pour les affaires économiques, le capital conserve son pouvoir.

Ce qui fait que le courant primaire évoluera en parallèle avec un courant civilisateur. Un courant qui fait appel aux instincts humains et un autre courant qui fait appel à la raison.

C'est ce qui provoquera la naissance du syndicalisme et du coopératisme (recherche d'égalité...). Sous la force du courant civilisateur, naît la possibilité de créer, dans le monde du travail, un contre-pouvoir dans les entreprises et la possibilité d'introduire les règles de la démocratie dans le monde de la finance et du commerce. Ce qui permet aussi, dans certains pays, de donner un visage plus humain à certaines formes du capitalisme. (*The seven cultures of capitalism ou encore Capitalisme –vs – Capitalisme.*)

Pendant quelques siècles, cohabitent les deux courants. Le courant primaire demeure puissant : ce qui explique deux grandes guerres mondiales : celles de 1914-1917 où 15 millions de personnes sont mortes et celle de 1939-1945 où 50 millions de personnes ont été tuées.

À la fin de la deuxième grande guerre mondiale, en 1945, 41 nations se réunissent à Bretton Woods aux USA afin de s'entendre sur une chose : le monde ne peut souffrir une autre guerre mondiale aussi meurtrière. Il faut, ensemble, œuvrer à la paix. Il faut établir une aventure commune (courant civilisateur...). Création de nouvelles organisations internationales (ONU, Banque Mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc). C'est *l'homo sapiens* qui parle. Le courant civilisateur qui souffle.

Dans les années qui suivent, on assiste à une période de prospérité, de réduction des écarts dans le partage de la richesse, de réduction du chômage, et une évolution spectaculaire des technologies de communication et de transmission des données, de transport, de production. On réfère d'ailleurs à cette période (1945-1970) comme étant celle des *trente années glorieuses*.

Paul Krugman, un économiste américain qui s'est mérité le Prix Nobel de l'économie en 2008, confirme cette évolution en rappelant qu'aux États-Unis, (nos voisins) pendant cette période, l'Amérique d'après guerre (1945-1970) était une société dominée par la classe moyenne. (« *Une période où des dizaines de millions d'Américains – dont mes parents – ont passé des taudis urbains ou de la pauvreté rurale à une vie de propriétaire et de confort sans*

précédent. Les riches, eux, avaient régressé : il y en avait fort peu et par rapport à la classe moyenne, ils n'étaient pas si riches que cela. Quant aux pauvres, s'ils étaient plus nombreux que les riches, ils constituaient malgré tout une minorité assez réduite. Il y avait donc un sentiment très fort de communauté, d'égalité économique : la plupart des Américains vivaient dans des conditions matérielles assez homogènes et tout à fait décentes.» (p.12)²

Nous, au Québec, il faut attendre les années 1960 pour que la Révolution tranquille s'amorce, inspiré de courant civilisateur et de l'esprit d'une sociale-démocratie. (Éducation pour tous – Mgr Parent : trois choses importantes pour le Québec : l'éducation, l'éducation, l'éducation. Soins de santé pour tous. Régie des rentes. Projet d'une société plus égalitaire...).

Au point où, dès les années 1970, grâce à ces nouvelles technologies, et particulièrement les technologies de transport et de communication, les continents, les peuples et surtout les marchés se rapprochent.

- On aurait pu croire que cette nouvelle proximité des peuples favoriserait le courant civilisateur. Mais, au contraire, cette conquête possible de nouveaux marchés a plutôt stimulé *l'homo oeconomicus* – et le courant primaire reprend alors du souffle : le désir de suprématie de certains pays plus puissants que les autres s'est manifesté, exacerbé par l'instinct de domination.

Rapidement, le pouvoir financier se mondialise, alors que le pouvoir politique demeure national et territorial. L'ONU demeure une table de coordination et de concertation volontaire. Les États du monde n'arrivent pas à créer un gouvernement mondial.) Ce qui concède au pouvoir financier et économique une grande liberté.

Grâce à cette liberté, les États-Unis, en 1971, décrètent le divorce de sa monnaie et de l'or. Le nouveau système de changes flottants signifie que les taux des monnaies sont fixés par le marché. Ce qui donne lieu à une croissance faramineuse de la spéculation sur les devises. (Un exemple célèbre est celui de George Soros qui, en 1992, gagnera plus d'un milliard de dollars en spéculant sur la livre sterling). Cette nouvelle source de profits favorise, bien entendu, les mouvements de capitaux et permet de créer de nouvelles richesses déconnectées de l'économie réelle. Il devient possible de créer de la richesse sans créer de biens ou rendre de services, mais tout simplement en spéculant au moment des échanges de biens matériels ou immatériels. Entre 1970 et 2004, rapporte Hervé Kempf, dans son dernier livre³, les transactions quotidiennes sur le

² Krugman, Paul, *L'amérique que nous voulons*. Flammarion.

³ Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, SEUIL. 2009

marché mondial sont passées d'une dizaine de milliards de dollars à deux mille milliards, soit deux cents fois plus !

Ajoutons à cela, la crise pétrolière et la forte augmentation des prix du pétrole (1973) et le transfert d'une masse importante de capitaux vers les pays qui produisaient le précieux liquide et finalement un réinvestissement en grande partie sur les marchés financiers occidentaux. On assiste alors à la « financiarisation » de l'économie. Grâce à ce flux exceptionnel de capitaux disponibles, la consommation est encouragée. Même les États, en vue de réaliser de nouveaux projets, empruntent, sans risque d'inflation, et s'endettent en toute quiétude.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la spéculation provoque des échanges de capitaux à un niveau jamais vu. L'économie financière brasse des montants trente fois supérieurs à ceux échangés de l'économie réelle.⁴ Et l'écart entre les riches et les autres ne cessent de s'élargir.

Bref, comme l'écrit Kempf, « l'argent devient roi, empereur, divinité ! »

De toute évidence, les données changent. Et les valeurs changent, sans qu'on ait le temps d'y réfléchir. La spéculation (comme source de richesse) et le crédit (comme source de la consommation – une consommation moteur de l'économie) deviennent les deux piliers de la société.

En conséquence, les instincts primaires des populations sont fortement sollicités. Le profit sans limite, cette forme autorisée de l'exploitation de l'homme par l'homme, devient l'apanage de l'habileté de gestion.

Et l'exploitation des uns par les autres se fait subtilement en explorant constamment les instincts primaires des classes populaires en les invitant à jouir des plaisirs de la vie en abondance, grâce au crédit disponible. *Acheter et consommer maintenant et payer plus tard ! Voyager maintenant et payer plus tard ! Etc.*

Autrement, les exploitateurs font croire que l'endettement est source de bonheur alors que la réalité est contraire.

Il en résulte une montée de l'individualisme. Le chacun pour soi devient la règle. Les liens sociaux sont dilués et même brisés. L'individualisme devient le paradigme dominant. On voit alors renaître l'époque de la lutte individuelle pour la vie au lieu de l'union pour la vie. Il ne s'agit plus de « vivre ensemble » mais « d'exister ensemble. » L'individu ainsi isolé mesure sa fragilité. Il entretient des peurs. Il se méfie des autres et perd confiance. Pire, parfois même, il perd confiance en lui-même !

⁴ Op.Cit. Kempf. Page 18

En prime de cette consommation exacerbée, voilà que la planète demande grâce !

Ce retour vers un passé où le courant primaire dominait, inquiète. Paul Krugman écrit :

«Or, dans les années 1980, ...les économistes se sont mis à enregistrer une forte hausse de l'inégalité : un petit nombre d'individus prenaient une avance considérable, tandis que la situation économique de la plupart des Américains s'améliorait fort peu ou pas du tout... Ces évolutions sont toujours à l'œuvre; aujourd'hui (2007) l'inégalité des revenus est aussi forte que dans les années 1920 et la polarisation politique plus tranchée qu'à toute autre époque.»

Selon Krugman, une « politique établie » c'est une politique si fortement établie par la population elle-même (par la volonté populaire) qu'aucun parti politique ne risquerait d'en proposer une autre.

On constate donc que le courant primaire reprend du galon lorsque les instincts primaires des gens sont stimulés. Au contraire, le courant civilisateur fait des progrès lorsque sont sollicités la capacité de raisonner et de décider.

Pour ceux et celles qui souhaitent une société plus égalitaire, les valeurs du courant civilisateur s'imposent : le souci de l'autre, l'équité, la solidarité sont les fondements d'une société relativement égalitaire. S'imposent aussi les valeurs de liberté, bien sûr, mais surtout les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Ce que propose depuis sa naissance le projet de société démocratique c'est une démocratie non seulement pour la gouvernance des affaires de l'État, mais aussi pour la gouvernance des entreprises à fins économique et financières.

Aujourd'hui de plus en plus dans le monde, l'économie solidaire, l'économie sociale, le coopératisme, la mutualité apparaissent comme des terreaux fertiles à la culture du courant civilisateur et à la création de liens sociaux essentiels au progrès collectif et à la revitalisation de la confiance.

Pourquoi ? Parce qu'elles permettent aux gens réduits au statut de consommateurs de reprendre leur statut de citoyens et de citoyennes.

Plusieurs voix se font entendre à cet égard. Je n'en mentionne que quelques-unes :

Le cercle des économistes de France fait appel à l'historique de la modération du capitalisme européen, ce capitalisme rhénan qui prenait en compte prioritairement la dimension sociale.⁵

Hervé Kempf : pour sauver la planète, recommande le coopératisme. *« La solidarité, le sens commun, le partage, la coopération ne sont pas des choix moraux mais une exigence pour l'harmonie collective, à moins qu'on tienne à vivre dans un état de conflit permanent. La solidarité rend heureux, dit-il !»*

⁵ Le Cercle des économistes, La guerre des capitalismes aura lieu. Tempus, 2009

Et il ajoute : « *Ce qui fera pencher la balance, c'est la force et la vitesse avec lesquelles nous saurons retrouver l'exigence de la solidarité.* »

Pierre Calame, président de la Fondation du Progrès de l'Homme de Paris, souligne *qu'on retrouve dans les réflexions sur l'économie solidaire tous les principes généraux de gouvernance : la légitimité, l'articulation des échelles de production et d'échange, le partenariat, la primauté des approches territoriales.* Il ajoute : *C'est à ce titre un levain dans la pâte !⁶*

D'autres, et ils sont de plus en plus nombreux, réalisent qu'on ne peut à la fois vivre dans un système économique dont la consommation – et au mieux la surconsommation – en est le moteur, et en même temps vivre de façon à sauver la planète! À ce sujet, en janvier 2009, Louis Chauvin, président du Réseau québécois pour la simplicité volontaire et Pascal Grenier, président du Groupe de simplicité volontaire de Québec écrivaient dans le Devoir :

« Pourquoi ne pas profiter de la situation actuelle (la crise) pour démontrer, comme le révèle la majorité des études, que les gens qui simplifient leur vie matérielle volontairement, tout en s'occupant plus de l'immatériel, comme le développement personnel, les relations interpersonnelles et la spiritualité ne s'en portent que mieux physiquement et psychologiquement. »

Et plus loin :

« Les simplicitaires, en plus de proposer la réduction de la consommation, font la promotion d'un meilleur partage de la richesse... »

En somme, les simplicitaires sont à la fois des promoteurs d'une société plus égalitaire – i.e. qu'ils se préoccupent non seulement de leur mieux-être personnel mais de toute la collectivité – mais aussi de la défense et de la protection de l'environnement et de nos milieux de vie.

Oui, le système actuel, sans limite dans la production et la consommation, sans rempart aux instincts primaires des individus et sans éveil de la raison et du bon sens, exigent des nouvelles règles de conduite des populations. Les nouvelles règles du jeu, si elles doivent s'établir, se feront par les individus et les populations, non pas d'abord mondialement, mais localement, puis régionalement, ici et là où se créeront des liens sociaux concrets. Là où le courant civilisateur soufflera de toutes ses forces, c'est là où des cohortes nombreuses d'hommes et de femmes se mobiliseront, convaincus que l'humanité ne peut survivre que si chacun se rend compte qu'il a intérêt au mieux-être des autres,⁷ comme l'écrivait Jacques Attali dans son récent livre sur la crise actuelle.

Créons l'avenir. Et suivons le conseil de Peter Drucker :

Le meilleur moyen de prévoir l'avenir, c'est de le créer.

Ce que je souhaite de tout cœur !

⁶ Calame, pierre. OECONOMIA.

⁷ Jacques Attali, *La crise...et après ?* Fayard, 2009.